

Le dirigeant caution doit être informé chaque année de l'évolution de la dette



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsqu'un dirigeant (personne physique) s'est porté caution pour sa société en contrepartie de l'octroi d'un crédit, le banquier est tenu de lui communiquer, chaque année avant le 31 mars, les informations suivantes :

- le montant de la somme garantie par le cautionnement et des intérêts, frais et accessoires restant à courir au 31 décembre de l'année précédente;
- le terme de l'engagement de caution ou, s'il est à durée indéterminée, la faculté pour le dirigeant de le révoquer à tout moment, ainsi que les conditions d'exercice de cette révocation.

Et attention, si le banquier ne remplit pas cette obligation d'information, il perd le droit de réclamer au dirigeant caution les intérêts échus depuis la précédente information jusqu'à la communication de la nouvelle information.

À noter : de même, dans l'hypothèse où il n'aurait pas informé le dirigeant de la défaillance du débiteur (c'est-à-dire la société) dès le premier incident de paiement non régularisé dans le délai d'un mois, le banquier ne pourrait pas lui réclamer le versement des intérêts de retard échus entre la date de cet incident de paiement et celle à laquelle le

dirigeant en aurait finalement été informé. Et ce même si ce dernier est évidemment au courant de la situation de sa société.

Une information due jusqu'à l'extinction de la dette

À ce titre, les juges viennent d'indiquer que cette information doit être délivrée par la banque au dirigeant caution jusqu'à l'extinction de la dette garantie par le cautionnement, et donc même après la défaillance de l'entreprise et après que le dirigeant en a été informé, en l'occurrence par un commandement de payer la somme non réglée par l'entreprise.

Autrement dit, le fait que le dirigeant caution ait été informé dès le premier incident de paiement non régularisé par l'entreprise ne dispense pas la banque de son obligation d'informer ce dernier, chaque année, de l'évolution de la dette. À défaut, le dirigeant caution serait donc en droit de refuser de rembourser le montant des intérêts dus à la banque pour la période considérée.

[Cassation civile 2e, 30 avril 2025, n° 22-22033](#)

© 2025 Les Echos Publishing